

le monde. Non seulement les pays qui ont condamné l'initiative anglo-française, mais la Grande-Bretagne et la France elles-mêmes ne désapprouvent aucunement la création envisagée de cette force des Nations Unies visant à établir dans une certaine mesure la paix dans le monde.

**M. Ferguson:** Je me permettrai une question. Pourriez-vous dire une seule parole convenable à l'égard du pays où vous êtes né?

**M. Coldwell:** Monsieur l'Orateur...

**M. Ferguson:** Je le dis en toute sincérité. Vous ne l'avez jamais fait.

**Des voix:** Asseyez-vous.

**M. Coldwell:** Monsieur l'Orateur, je suis très fier d'être né dans mon pays d'origine.

**M. Ferguson:** Pourquoi n'y êtes-vous pas resté?

**M. Coldwell:** J'y ai beaucoup d'amis et de parents et mon seul regret, c'est qu'à mon avis, ils aient eu tort en l'occurrence. Des millions de gens au Royaume-Uni partagent d'ailleurs mon opinion.

**M. Brooks:** Il y en a de moins en moins.

**M. Ferguson:** Dites-en donc un peu de bien!

**M. Coldwell:** Le député dit qu'il y en a de moins en moins.

**M. Brooks:** A mesure qu'ils apprennent les faits.

**M. Coldwell:** D'ailleurs, s'il y avait eu un revirement dans l'opinion publique au Royaume-Uni, pour approuver ce qu'a fait le gouvernement, rien ne l'a indiqué la semaine dernière, aux élections complémentaires de Chester. Et, deuxièmement, on n'en relève aucun autre indice.

**M. Brooks:** C'est ce qu'on voit précisément par les journaux dont vous venez de parler. Le tirage de ces journaux diminue.

**M. Coldwell:** S'il y a un revirement de l'opinion publique, je pense qu'en cas de crise les Anglais et les Canadiens appuieraient le Gouvernement, comme l'opposition officielle devrait le faire aujourd'hui à la Chambre.

**Des voix:** Très bien!

**Des voix:** Oh!

**M. Lennard:** Pourquoi cela?

**M. Ferguson:** Vous ne vouliez pas que le Canada envoie des soldats là-bas, à la dernière guerre.

**M. l'Orateur:** Je dois demander au représentant de Simcoe-Nord de permettre au député qui a la parole de faire son discours sans être interrompu.

**M. Coldwell:** Merci monsieur l'Orateur. Je crains de ne pouvoir crier plus fort que le député. Je ne puis me lancer dans un tel concours. J'allais dire que le Canada devrait maintenant proposer certaines mesures concrètes aux Nations Unies en vue de régler une fois pour toutes, il faudra évidemment un certain temps pour cela, la situation au Moyen-Orient et établir la paix dans cette région. Vu la trêve actuelle et l'existence d'une force des Nations Unies dans cette région, il faudrait maintenant tâcher de trouver moyen d'empêcher de nouveaux troubles de surgir. Nous sommes évidemment d'avis que l'instabilité qui a conduit à la prise d'armes entre l'Égypte et Israël dépasse le secteur avoisinant les frontières israéliennes. Il est à craindre que de semblables troubles ne se produisent aux frontières de la Jordanie, de la Syrie et du Liban. Les Nations Unies devraient dès maintenant faire en sorte que l'action de police s'étende à ces régions, afin d'être bien assurées que la paix n'y sera pas violée en attendant qu'on en vienne à un règlement général des problèmes qui se posent présentement dans la région.

Ne nous retrouvons plus dans l'obligation de dépêcher une force de police pour mettre fin au combat après qu'il aura été engagé. Telle est la faiblesse de la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Si nous avions disposé d'une force de police des Nations Unies, telle que le prévoyait la charte des Nations Unies, elle aurait pu intervenir chaque fois que la possibilité d'une guerre aurait apparu dans une région. Nous n'en possédons pas. Nous en constituons une actuellement par l'intermédiaire de l'Assemblée, au lieu de le faire par l'intermédiaire du Conseil de sécurité, parce que ce dernier a failli à la tâche.

Cependant, je le répète, nous croyons qu'il faut donner suite à cette force de police par un règlement économique général. Un règlement doit prévoir tout d'abord la reconnaissance par les États arabes, dont l'Égypte, de l'État d'Israël et la signature d'un traité de paix en vertu duquel les frontières israéliennes seront garanties. Le blocus d'Israël doit être levé et on devra permettre le passage dans le canal, lorsque la circulation y sera rétablie, des navires israéliens. Nous croyons qu'il est impossible autrement d'apporter une solution au problème du canal.

Nous reconnaissons aussi que la situation économique au Moyen-Orient comporte beaucoup d'autres aspects. L'Égypte elle-même, dont la population est mal nourrie et désavantagée, a besoin d'aide afin d'irriguer la région.

De fait, je pense que les Nations Unies pourraient songer à établir, d'accord avec les